

# Un écolier handicapé privé d'une aide indispensable

**HANDICAP** Vanessa et Stéphane Chauvancy se désespèrent d'obtenir une Auxiliaire de vie scolaire pour leur fils Enzo. Aide à laquelle il a droit et qui le prive d'une partie de sa scolarité

LINDA DOUIFI  
L.douifi@sudouest.fr

Vanessa et Stéphane Chauvancy espéraient que leur fils Enzo, 11 ans et demi, atteint du syndrome de Hurler, une maladie génétique rare et lourdement handicapante, passerait une rentrée sereine. Il n'en fut rien. Pourtant, tout était calé depuis juin : une Auxiliaire de vie scolaire (AVS) avait été nommée pour remplacer la précédente, partie à la retraite. « L'Inspection académique nous avait même donné un nom et un prénom et prévenu la directrice de l'école du centre. » Sauf que le jour J, personne ne se présente. « On a de suite téléphoné au service AVS qui nous a répondu que la personne avait refusé le poste. » Rassurant, leur interlocuteur leur explique que quelqu'un va être nommé. La même réponse est formulée à Marie Hatron, la directrice de l'école, à la différence qu'on lui dit que la personne nommée est en arrêt maladie. Trois semaines plus tard, Enzo est toujours privé d'AVS.

Ses parents et Marie Hatron multiplient, depuis, les mails et les coups de téléphone. En vain. En désespoir de cause, Vanessa et Stéphane Chauvancy se sont résolus à faire appel à la presse. « Notre fils nous dit qu'il préfère aller à l'hôpital qu'à l'école. C'est très dur », se désolent ses parents.

## Privé de cantine

Sans cette aide quotidienne à laquelle il a droit depuis la maternelle, Enzo ne peut ni manger à la cantine, ni bénéficier des heures d'inclusion en classe ordinaire qui lui ont permis de grandement progresser. Équipé d'appareils auditifs et en proie à des difficultés physiques, Enzo a besoin d'aide pour se



Enzo a droit à 26 heures d'accompagnement par semaine, assurée par deux AVS : une pour 20 heures, l'autre pour six heures. La première manque toujours à l'appel. PHOTO L. D.

déplacer, s'exprimer, comprendre correctement les consignes et couper sa viande, entre autres. Sa mère, en arrêt maladie pour des problèmes de dos et censée se reposer, est contrainte de prendre le volant pour le récupérer chaque midi. « Ce n'est pas normal qu'il soit puni pour des problèmes administratifs. On aimerait que l'inspection académique réfléchisse aux conséquences et qu'elle comprenne que nos enfants ne sont pas simplement des dossiers », s'agace Vanessa Chauvancy qui, avec son mari, se bat chaque jour pour qu'Enzo ait une vie la plus ordinaire possible.

## Pas avant le 1<sup>er</sup> novembre

Marie Hatron a, elle aussi, envoyé de multiples mails. Le 13, le 14 et le 20 septembre. « À aucun moment

n'avons remis en question son accueil parce que ce serait le pénaliser mais je vous assure qu'il est urgent que quelqu'un soit nommé pour l'accompagner. [...] Chaque semaine, depuis le jour de la rentrée, vous nous répondez que ce sera dès la semaine prochaine. Je suis à l'accueil au portail chaque matin et je suis désolée de voir arriver Enzo sachant que nous n'avons pas les moyens de l'accueillir dans les meilleures conditions » écrit-elle.

Concrètement, Enzo est contraint de rester dans sa classe Ulis (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) alors qu'il adore ses heures d'inclusion en classe ordinaire. « En début de semaine, j'ai appelé, on m'a répondu "on a 200 dossiers à traiter et nous ne sommes que deux..." » Les mails, eux, restent dé-

sormais sans réponse. Aux dernières nouvelles, la directrice aurait reçu un courriel l'informant qu'Enzo n'aurait quelqu'un qu'à partir du 1<sup>er</sup> novembre.

Au-delà du fait que ce jour tombe en plein pendant les vacances scolaires, ses parents trouvent inadmissible de devoir attendre aussi longtemps sans être véritablement sûrs qu'une AVS sera présente. D'autant que la directrice connaît plusieurs personnes prêtes à assurer cette fonction mais les services de l'inspection lui auraient expliqué qu'ils n'avaient pas besoin de recruter. « Si tout avait été fait dans les temps et correctement, on n'en serait pas là aujourd'hui. Et, au final, c'est Enzo qui subit ». Selon le Collectif citoyen handicap, plus de 750 AVS manqueraient à l'appel au niveau national.

## « 77 cas en cours de traitement »

L'inspection académique a conscience du problème et annonce vouloir régler ces situations d'ici le 10 octobre

« Aujourd'hui, en Gironde, 77 situations sont en cours de traitement, lesquelles doivent impérativement être réglées pour le 10 octobre. Dans cette attente, chaque école, collège et lycée sait prendre les dispositions pédagogiques particulières pour ne pas pénaliser l'élève et l'accompagne comme il se doit et compense les difficultés rencontrées. » Les services départementaux de l'Éducation nationale de la Gironde assure que les moyens mobilisés pour nommer des Auxiliaires de vie scolaire (AVS) sont importants, en augmentation constante avec une

obligation de résultat pour chaque élève concerné. « On est soucieux d'éclaircir les situations le 10 octobre afin de préparer au mieux le retour en classe, après les vacances de la Toussaint, notamment en permettant un contact entre les parents, l'enfant et l'AVS afin que la rentrée de novembre soit la plus sereine possible », indique François Coux, l'inspecteur d'Académie.

## Un nouveau statut

Sur le manque d'AVS, ce dernier le justifie par un changement de modèle. « Nous avons beaucoup de

contrats aidés et là, on entre dans une professionnalisation du métier avec des contrats de droit public intitulés AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap, NDLR) qui visent à donner un véritable statut aux AVS avec une possibilité de CDI au bout. La difficulté est de trouver le bon profil pour le bon élève, d'où quelques problèmes de ressources. »

Ces nouveaux contrats permettent également aux AVS de travailler jusqu'à 44 heures par semaine, contre 20 aujourd'hui. Encore faut-il des recrutés. « Il peut y avoir un man-

que de candidats sur certains territoires. Dès qu'on sort de la Métropole, ça se complique. Notamment en Sud-Gironde ou dans le Médoc », précise François Coux.

Quant à l'absence d'AVS le jour de la rentrée d'Enzo alors que tout était calé depuis plusieurs semaines, l'inspecteur d'Académie reconnaît une erreur. « C'est une sottise. Point barre. Il y a eu un défaut de communication. Ces situations ne doivent pas exister. A minima, on aurait dû passer un coup de téléphone pour prévenir les parents et l'école. »

L. D.